



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement d'Occitanie**

UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE TARN-AVEYRON

Arrêté préfectoral complémentaire n° *12-2025-02-11-00003*

du **11 FEV. 2025**

relatif à la modification de l'autorisation d'exploiter un entrepôt frigorifique de stockage de pains de Roquefort située au lieu dit « Tendigues » sur la commune de Roquefort-sur-Soulzon exploitée par la société « SOCIETE AFFINAGE-CONDITIONNEMENT »

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.511-1 à L.517-2 et R.181-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Claire Chauffour-Rouillard en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 mai 2007 modifié autorisant la société SNC Affinage conditionnement à exploiter un entrepôt frigorifique de stockage de pains de Roquefort située au lieu dit « Tendigues » sur la commune de Roquefort-sur-Soulzon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2024-11-25-00001 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** la demande de l'exploitant présentée le 20 mai 2014 concernant la situation de l'installation vis-à-vis des rubriques 2230 et 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- Vu** la demande de l'exploitant présentée le 15 février 2018 concernant la mise en place d'une tour aéro-réfrigérante ;
- Vu** la déclaration d'antériorité de l'exploitant présentée le 19 février 2018 concernant la rubrique 2230 de la nomenclature des ICPE ;
- Vu** la déclaration d'antériorité de l'exploitant présentée le 26 décembre 2021 concernant les rubriques 2663 et 1511 de la nomenclature des ICPE ;
- Vu** la demande de changement d'exploitant présentée le 30 octobre 2023 ;

- Vu** la demande de l'exploitant présentée le 30 octobre 2023 concernant la mise en place d'une tour aéro-réfrigérante ;
- Vu** le courrier de l'exploitant du 11 avril 2024 concernant la situation de l'installation vis-à-vis de la rubrique 2910 de la nomenclature ICPE ;
- Vu** les rapports et les propositions en date du 18 décembre 2023 et du 19 janvier 2025 de l'inspection des installations classées faisant respectivement suites aux inspections du 20 novembre 2023 et du 11 décembre 2024 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 20 janvier 2025 ;
- Vu** les observations formulées par le demandeur sur ce projet par le courriel en date du 31 janvier 2025 ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour l'arrêté préfectoral d'autorisation pour prendre en compte les évolutions de la nomenclature ICPE ;

Considérant qu'à la suite de l'inspection du 20 novembre 2023, l'exploitant a présenté lors de l'inspection du 11 décembre 2024 son projet de mise en conformité de l'installation de stockage de polymère par rapport aux dispositions applicables de l'arrêté du 15 avril 2010 modifié susvisé. Que cette mise en conformité concerne notamment l'implantation des stockages de polymère, la voie engin, les besoins en eau d'extinction d'incendie ou la rétention des eaux d'extinction d'incendie et qu'il convient dès lors, d'encadrer les délais de mise en conformité de l'installation ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé définit les prescriptions générales s'appliquant aux installations soumises à la réglementation ICPE au titre de la rubrique n° 2921 relevant du régime de la déclaration et que son annexe V précise les dispositions applicables aux installations existantes et que dès lors il n'y a plus lieu de maintenir la prescription technique 7.2 annexée à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2007 modifié susvisé ;

Considérant que les modifications proposées par l'exploitant ne constituent pas des modifications substantielles au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron.

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2007 modifié susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société « SOCIETE AFFINAGE - CONDITIONNEMENT » (SIRET 43408551000056) dont le siège social est situé au 2 avenue François Galtier 12250 Roquefort-sur-Soulzon est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur son site de Tendigues à Roquefort-sur-Soulzon, un entrepôt frigorifique de stockage de pains de Roquefort, comportant les installations détaillées dans les articles suivants.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
4735-1-a	Ammoniac.	• Installation « TENDIGUES	3,10 t	A

	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t (A-3)	700 » : installation de réfrigération contenant 1 692 kg d'ammoniac • Installation « TENDIGUES 400 » : installation de réfrigération contenant 1 410 kg d'ammoniac		
2663-2-a	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [...] : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 10 000 m ³ (E)	Stockage de caissons et palettes en polyéthylène	13 000 m ³	E
1511-2	Entrepôts exclusivement frigorifiques. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ (DC)	Frigo 701 à 713 Chambres froides 400, 420, 500, 601 et 602	25 149 m ³	DC
2921-1-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique [...] (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)	Tour n°700 principale BALTIMORE (froid) 1350 kW Tour n°700 secours BALTIMORE (froid) 1500 kW Tour n°400 BALTIMORE (froid) 814 kW Les tours n°700 principale et secours ne peuvent fonctionner en même temps Puissance thermique maximale évacuée de 2314 kW	2 314 kW	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations visées D et DC au tableau ci-dessus.

La présente autorisation est accordée, sous réserve de la stricte application des dispositions du présent arrêté et des prescriptions techniques annexées. »

Article 2 : Mise en conformité des stockages de polymère

L'exploitant procède à la mise en conformité de son installation de stockage de polymère :

- a) avant le 31 décembre 2026 avec l'ensemble des dispositions de l'arrêté du 15 avril 2010 modifié susvisé à l'exception des prescriptions 2.2.15 et 3.4 de l'annexe à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié susvisé,
- b) avant le 31 décembre 2028 avec les dispositions des prescriptions. 2.2.15 et 3.4 de l'annexe à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié susvisé.

L'exploitant transmet avant le 31 mars 2025 un porter à connaissance concernant les points du a) et avant le 30 juin 2026 un porter à connaissance concernant les points du b). Il indique, le cas échéant, dans ces porter à connaissance, la nature, l'importance et la justification des aménagements sollicités aux prescriptions générales mentionnées à l'article L. 512-7 sollicités par l'exploitant.

Article 3 : installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air

La prescription technique 7.2 annexée à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2007 susvisé est supprimée.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07); soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ,
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de
 - a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 : publicité

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Roquefort-sur-Soulzon pour y être consultée par toute personne intéressée.

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le maire de la commune de Roquefort-sur-Soulzon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et notifié à la société « SOCIETE AFFINAGE-CONDITIONNEMENT ».

11 FEV. 2025

Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale


Véronique ORTET